Corse : finances de la région

Région · 356 219 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Corse affichait un encours de dette de 1,2 Md€, soit 3 288 € par habitant, une épargne brute égale à 14,7 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 6,2 ans.

Dette par habitant
3 288 €
1,2 Md€ au total

Capacité de désendettement
6,2 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
14,7 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
3 064 € / hab.
1,1 Md€ au total

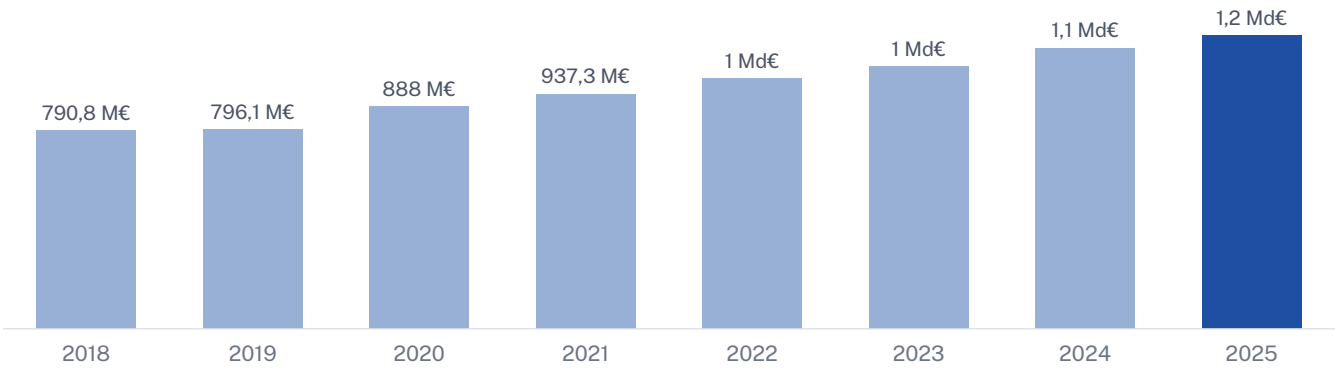
Les comptes de la région en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 17 régions et collectivités territoriales uniques dont les comptes sont publiés (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	3 064 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	23,6 %	723 € par habitant : parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	14,7 %	530 € par habitant : parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus haut.
Est-elle endettée ?	3 288 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus haut.
Investit-elle ?	310 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	72 €	parmi le quart des régions où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 790,8 M€ en 2018 à 1,2 Md€ en 2025 (+48,1 %).

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	790,8 M€	19,5 %	3,8 ans	137,8 M€
2019	796,1 M€	20 %	3,6 ans	141 M€
2020	888 M€	13,3 %	6,3 ans	122,1 M€
2021	937,3 M€	17,1 %	4,9 ans	152,9 M€
2022	1 Md€	11,5 %	7,1 ans	165,9 M€
2023	1 Md€	15,6 %	5,4 ans	180,9 M€
2024	1,1 Md€	12,7 %	7,4 ans	158,8 M€
2025	1,2 Md€	14,7 %	6,2 ans	110,6 M€

La dette de toutes les collectivités de la région

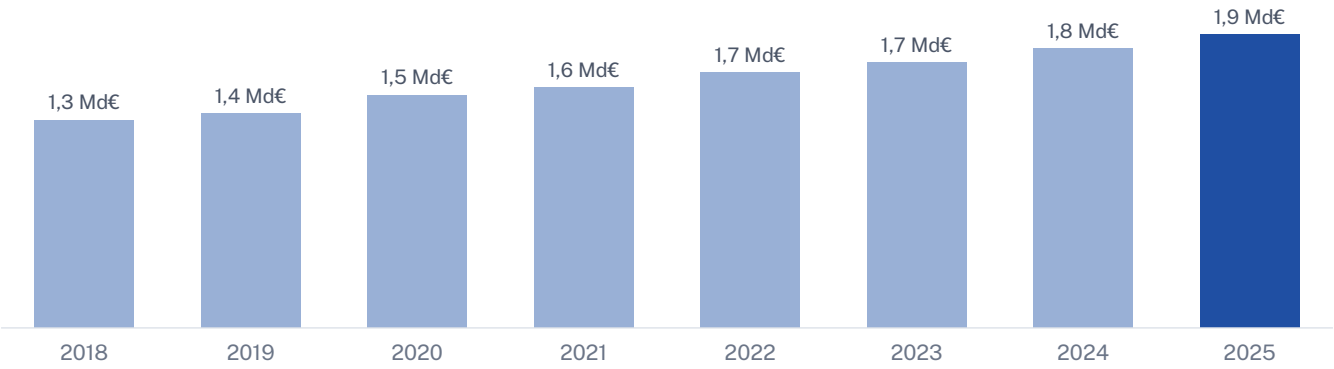
Communes, intercommunalités, départements, région et syndicats du territoire, exercices 2018 à 2025.

Dette fin 2025
1,9 Md€
toutes les collectivités comptées

Par habitant
5 321 €
356 219 habitants

Depuis fin 2018
+41,3 %
553,6 M€ de plus

Encours de dette au 31 décembre, 2018-2025



Niveau	2018	2025	Évolution	Part 2025	Par habitant
Communes	380,5 M€	510,3 M€	+34,1 %	26,9 %	1 433 €
Intercommunalités	114,7 M€	153,6 M€	+33,9 %	8,1 %	431 €
Régions et collectivités uniques	790,8 M€	1,2 Md€	+48,1 %	61,8 %	3 288 €
Syndicats	55,8 M€	60,1 M€	+7,6 %	3,2 %	169 €
Total	**1,3 Md€**	**1,9 Md€**	**+41,3 %**	**100 %**	**5 321 €**

Par département, du plus endetté par habitant au moins endetté (bloc communal, département et syndicats ; la dette de la région n'est pas répartie).

Département	Dette 2025	Par habitant	Depuis 2018
Corse-du-Sud	448,6 M€	2 664 €	+46,8 %
Haute-Corse	275,3 M€	1 466 €	+12,2 %

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'OFGL (data.ofgl.fr) sous Licence Ouverte 2.0, encours au 31 décembre de chaque exercice. Chaque collectivité n'est comptée qu'une fois (la Ville de Paris au niveau communal, la Métropole de Lyon au niveau intercommunal) ; la dette d'une intercommunalité est répartie entre départements et régions selon la population de ses communes membres ; un syndicat est rattaché au département de son siège. Les établissements publics locaux hors syndicats ne sont pas comptés. Données du 30/10/2026.

Les métiers des habitants

139 980 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; le territoire compte 143 180 emplois, soit 99 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1,6 %	1,3 %	1,8 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11,2 %	6,6 %	11,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	11,5 %	20,1 %	11,6 %
Professions intermédiaires	24,5 %	26,4 %	24,3 %
Employés	32,7 %	26,1 %	32,5 %
Ouvriers	18,4 %	19,5 %	18,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Corse) : 22 807 au moins, dont 49,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 859	42,3 %
Employés de l'hôtellerie	2 263	49 %
Cuisiniers	1 458	47,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 395	30 %
Agriculteurs	1 134	50,2 %
Viticulteurs, arboriculteurs	817	34,8 %
Employés de libre service	755	51,7 %
Vendeurs en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs et culturels	548	58,9 %
Maçons qualifiés	547	68 %
Caissiers	511	45,2 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Corse
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	aucun projet publié
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	70 k€ pour 1 aide

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.